

Dossier /

Aimé, Jean, Robert et les autres : la saga Bouchayer-Viallet

Un fleuron de l'industrie iséroise.
Établissements Bouchayer-Viallet / Société
dauphinoise d'études et de montages
SDEM / Les établissements Joya
Au-delà des conduites forcées. La galaxie
Bouchayer-Viallet / Des fils à tirer

Le Point sur...

Les fonds d'entreprise aux Archives /
Archives familiales, familles archivables

Réunion de chantier...

C'est bien parti pour le gros œuvre

Derniers instruments
de recherche...

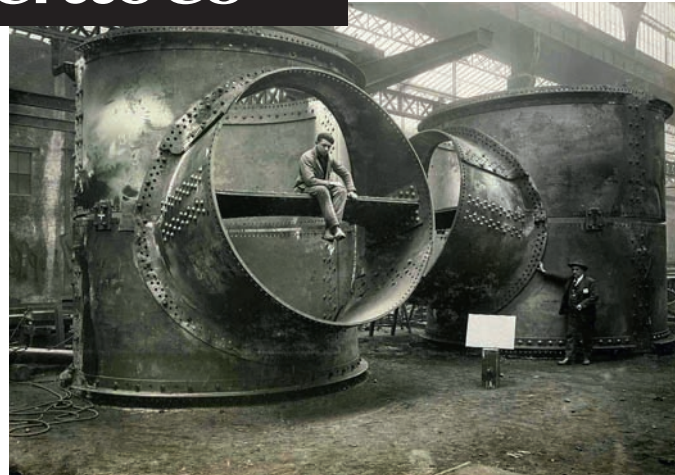
Chichilianne (4 E 60)

Dans et hors les murs...

Mars à Bourgoin / Le siècle
des Lesdiguières

La trouvaille de l'archiviste...

Risque(s) professionnel(s):
croiser un dragon



73 J 469

Venez à la découverte du monde des archives industrielles, encore méconnues et très largement sous-exploitées. Depuis deux ans, le classement et la mise en valeur de ces fonds sont une priorité des Archives départementales de l'Isère. Leur traitement a connu une spectaculaire avancée grâce à la création d'un poste d'archiviste dédié

*à plein temps à ces archives. La fin du classement et de l'inventaire du fonds de l'entreprise emblématique Bouchayer-Viallet est l'occasion d'en faire un bilan et d'appeler les chercheurs à se pencher sur l'histoire si riche de l'Isère industrielle, pionnière dans tant de domaines et en particulier celui de la Houille blanche qui a permis l'essor de tous les autres. Puisse la lecture de ce numéro de **Chroniques d'Archives** donner envie à chaque isérois de s'interroger sur cette épopée industrielle qui a façonné notre histoire et notre territoire.*

Cette accélération du traitement de fonds importants tant par leur volume que par leur intérêt s'inscrit dans le cadre de la préparation du déménagement des collections dans le nouveau bâtiment des Archives à Saint-Martin-d'Hères. Pour l'automne 2020, tout doit être prêt et pour le personnel des Archives départementales le compte à rebours est enclenché depuis plusieurs mois déjà. Rendez-vous en page 12 pour découvrir le chantier de ce bâtiment monumental qui s'élève peu à peu. Il sera l'écrin du patrimoine écrit du Département, destiné à préserver la mémoire de son passé et à préparer celle de son futur.

Bonne lecture !

Jean-Pierre Barbier

Aimé, Jean, Robert et les autres :

Un fleuron de l'industrie iséroise

ÉTABLISSEMENTS BOUCHAYER-VIALLET

À l'instar d'autres grands fonds industriels déjà conservés aux Archives départementales de l'Isère (Neyrpic, Gants Perrin notamment), il est désormais possible de tisser le fil de cette histoire dans le domaine de la grosse chaudronnerie et des conduites forcées. Les papiers de direction des trois directeurs successifs permettent ainsi d'illustrer les grandes évolutions de l'entreprise entre 1895 et 1976 : Aimé (1898-1928), Jean (1928-1956) et Robert Bouchayer (1956-1970).

L'histoire des EBV commence avec celle de Joseph Bouchayer, issu d'une famille de maîtres-cloutiers de la Motte d'Aveillans. Quittant la maison paternelle en 1848, il se rend à Grenoble où il fait des études à l'école Vaucanson, avant d'entrer en 1852 dans l'entreprise de fonderie et de chaudronnerie d'Hippolyte Bouvier, rue du Vieux-Temple. À la mort de ce dernier en 1868, Joseph Bouchayer monte sa propre entreprise de chaudronnerie. Il achète en août 1869 la fonderie Tallin et développe la fabrication de chaudières, d'installation d'usines et de conduites forcées.

Le 28 juin 1870, il s'associe à Félix Viallet, ingénieur de l'École centrale de Paris. Entre 1894 et 1917, de multiples acquisitions immobilières sont effectuées le long du Drac à proximité de la rue Ampère. Les usines et bureaux étaient auparavant situés 9 rue Champollion (1869) puis avenue de la Gare (1873). L'achat sur pied d'une halle de l'Exposition universelle de 1900 sert à monter le premier atelier sur les nouveaux

73 J 469



Essentiellement connus grâce à l'inventaire et à la numérisation de huit albums de 1279 photographies noir et blanc (1993), les Établissements Bouchayer et Viallet reprennent vie. En effet, les archives de cette entreprise conservées aux Archives départementales de l'Isère se sont régulièrement enrichies à la suite du don principal fait en 1985, grâce à plusieurs autres, entre 1991 et 2015, de Jean Le Chatelier, ancien président du conseil d'administration.

En sus des albums photographiques, il était auparavant possible d'accéder à deux ensembles distincts de documents : les papiers de direction de Robert Bouchayer et une collection sérielle de correspondance arrivée-départ de l'entreprise.

La majeure partie du fonds demeurerait toutefois non classée. C'est désormais chose faite et l'ensemble de ces archives est maintenant consultable.

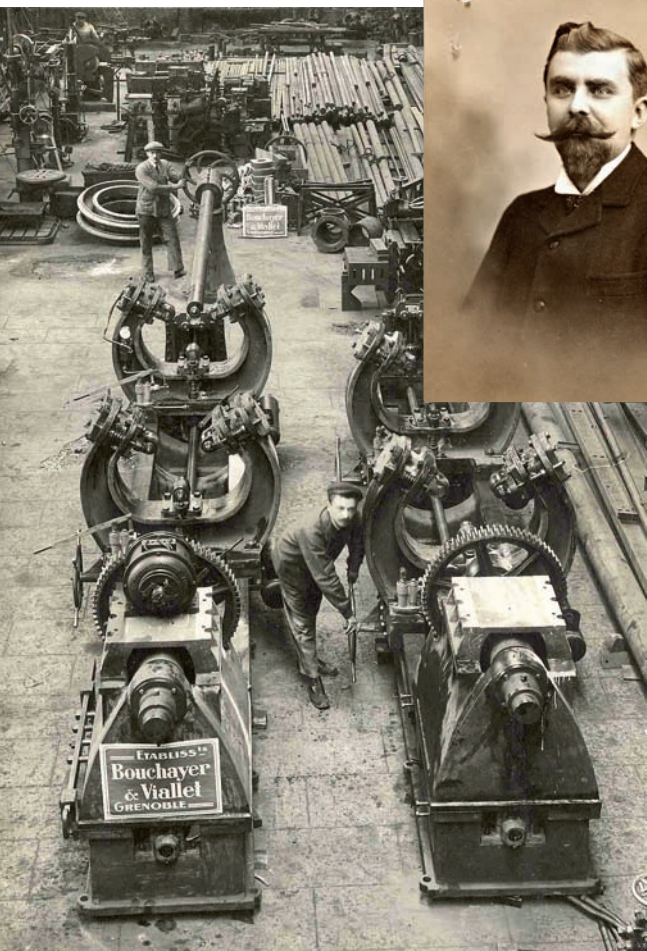
Au cours du tri, la masse des documents s'est répartie en trois fonds industriels distincts bien qu'étroitement liés :

73 J : archives des Établissements Bouchayer et Viallet (EBV)

74 J : archives de la Société Dauphinoise d'Études et de Montages (SDEM)

76 J : archives des Établissements Joya (JOYA)

5 s 2



Bouchayer & Viallet

la saga Bouchayer-Viallet

terrains. Au décès de son père en 1898, Aimé Bouchayer, le fils aîné, lui succède, d'abord en association avec son oncle Eugène Bouchayer et Félix Viallet (1901), puis avec Maurice Viallet (fils de Félix Viallet) et son frère Auguste Bouchayer à partir de 1906.

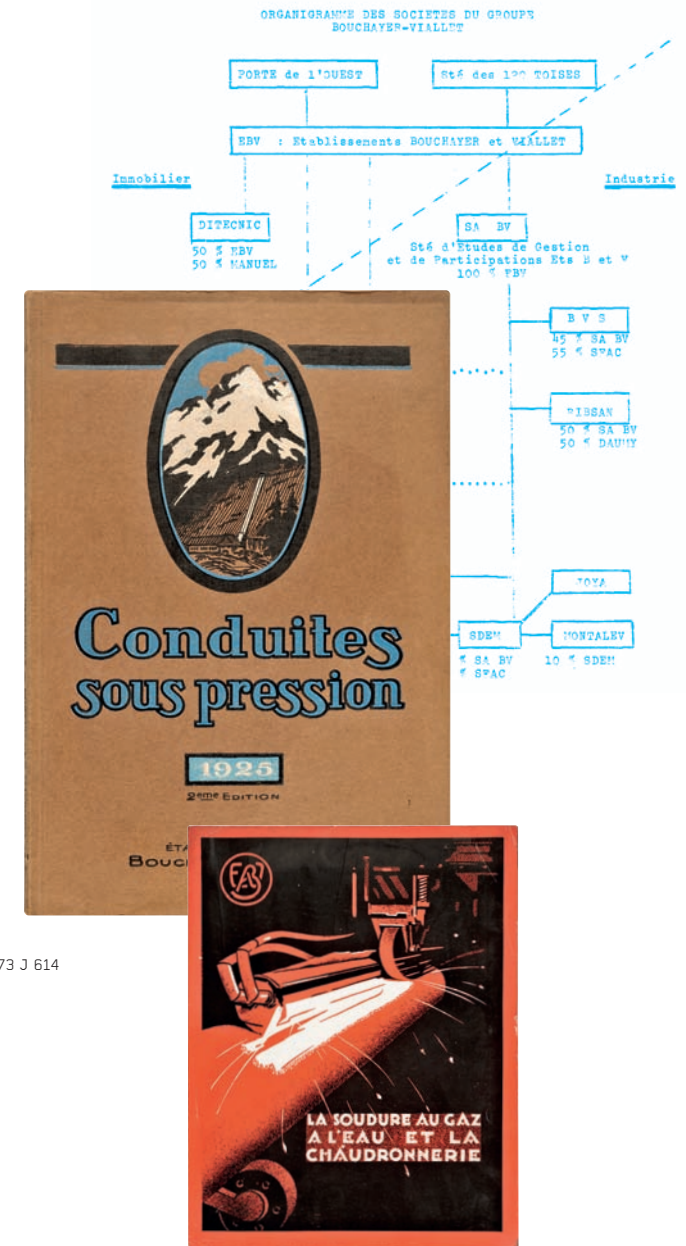
En 1912, l'entreprise devient société anonyme au capital de 4 millions de francs et poursuit son développement. Participant à la grande entreprise d'électrification de la région alpine, elle fabrique essentiellement des conduites forcées, des chaudières à vapeur et des pylônes. La collaboration entre Aimé Bouchayer et Louis Loucheur sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et aux Munitions puis ministre de la Reconstitution industrielle, est à l'origine de réalisations telles que la construction de la ligne permettant d'amener la houille blanche des Alpes au Massif Central. La personnalité d'Aimé Bouchayer et son influence dans l'activité économique de la région méritent d'être soulignées. Ainsi la participation à l'effort de guerre et la fabrication des obus gonflent les effectifs : 278 ouvriers en 1914 et près de 3000 en 1918. Parmi les frères d'Aimé Bouchayer, on peut mentionner Auguste, esprit ingénieux qui fait adopter le principe de la soudure au gaz à l'eau et crée la Société hydroélectrique du Drac-Romanche. Hippolyte fait une carrière hors de la maison paternelle en exploitant les ressources de l'électrolyse de l'aluminium et en fondant de très nombreuses sociétés.

En 1919, la société des Chaudronneries des Pyrénées est fondée en association avec Joya ; les Chaudronneries des Pyrénées apportent leur concours à l'électrification du Sud-Ouest et par la suite aux lignes de chemin de fer de la Compagnie du Midi. En 1926, les

EBV prennent le contrôle effectif de Joya en difficulté de gestion. Au décès d'Aimé Bouchayer en 1928, la direction revient à son fils Jean et à son gendre Louis le Chatelier. Une des filiales, la Société dauphinoise d'études et de montages (SDEM), permet au groupe de traverser sans trop de mal la crise économique de 1929, à une époque où les constructeurs s'arrachent les rares commandes. Néanmoins, Joya ferme les ateliers et se réduit, à la veille de la guerre, à un bureau d'études qui confie ses fabrications aux EBV.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'entreprise profite de l'exécution du Plan d'équipement français (dit Plan Monnet) et atteint en 1952 un maximum de production. Par la suite les commandes manquent, les fournitures à Électricité de France baissant considérablement. À partir de 1956, les Chaudronneries des Pyrénées cessent leurs activités. Face à cette situation, les EBV réagissent en se restructurant, en créant de nouvelles filiales et de nouveaux produits. Une ouverture vers les sociétés étrangères est faite sans grand résultat : création de Condotte Forzate en 1948 en association avec la société italienne Terni, de Bouchayer-Viallet Espanola en association avec Zabala. L'acquisition de quelques marchés importants et le développement d'un secteur vannes permettent aux EBV et à la SDEM de continuer à vivre.

En 1959-1960, les EBV subissent une première restructuration : vente des avoirs Chaudronneries des Pyrénées, absorption de Joya et de la SDEM, création des Établissements Joya « société nouvelle » et d'une Société d'entreprise de montage. En 1960, Joya vend son matériel et ses commandes à l'entreprise lyonnaise Danto-Rogeat et se trouve mis en liquidation.



Aimé, Jean, Robert et les autres :

S. D. E. M.

73 J 614



73 J 467

En 1964 -1965, les EBV supervisent de multiples secteurs d'activités et sont propriétaires d'un actif immobilier important. De nouveaux changements interviennent alors pour surmonter les difficultés. Les EBV envisagent de confier l'exploitation des diverses branches d'activité à des filiales créées à cet effet, créations envisagées seules par apports ou avec un partenaire. Le secteur hydraulique est confié à une filiale créée avec la Société des forges et ateliers du Creusot (SFAC-groupe Schneider) : BVS. Par ailleurs, des activités nouvelles sont confiées à des filiales créées pour la circonstance : bâtiment (DITECNIC), tanks à lait (Générale d'Équipement), robinetterie (RIBSAN), chaudronnerie pour industrie chimique et pétrole (Alpes Rhône), CITTIC (chauffage) et CERES (piscines métalliques). La Société anonyme d'études, de gestion et de participation – Établissements Bouchayer et Viallet (SABV) est fondée pour reprendre tous les biens industriels, les EBV ne conservant que les biens immobiliers et abandonnant toute activité industrielle.

Cette politique de nouveaux débouchés est un échec. Excepté la SDEM dont l'activité se poursuit normalement, BVS absorbé par Neyrpic en 1978-1979 et CITTIC qui se détache du groupe, l'ensemble des filiales disparaît ; il reste la société SABV et la société mère, cette dernière devenant en 1973 Omnium français d'entreprise. Le groupe s'oriente uniquement vers une destinée foncière et immobilière.

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE D'ÉTUDES ET DE MONTAGES (SDEM)

Au début du XX^e siècle, la mise en place des conduites forcées à flanc de montagnes pose de nombreux problèmes techniques. Le bardage des tuyaux, leur assemblage, leur mise sous pression exigent l'organisation de chantiers de plus en plus complexes. Les EBV créent une filiale en 1917, destinée à réaliser les études et les montages des conduites forcées : la Société dauphinoise d'études et de montages (SDEM). Le travail de fabrication se sépare des opérations d'installation sur site. Les missions de la SDEM s'articulent autour de trois principales tâches :

- les études relatives aux installations hydroélectriques pour la construction des parties métalliques (conduites forcées, ouvrages de pris d'eau, barrages, vannes, grilles) ;
- la construction, fourniture et mise en place des ouvrages et accessoires ;
- l'étude et l'entreprise de tous travaux de terrassement et maçonnerie.

La SDEM profite de la loi du 2 août 1923 et du boom de la houille blanche pour investir largement le marché des conduites forcées qui représentent 92% des commandes entre 1918 et 1928. Les clients sont des industriels et des compagnies de production et de distribution d'électricité. Grâce à ces marchés, la SDEM croît régulièrement pour atteindre 160 salariés vers 1920.

Le succès de la société s'appuie également sur le rôle prépondérant de Georges Ferrand. Entré chez Bouchayer en 1906, cet ingénieur de l'École des arts

la saga Bouchayer-Viallet

76 J 10

et métiers de Cluny, met au point des procédés très compétitifs (autofrettage, soudure électrique) mettant l'entreprise au premier rang des fournisseurs de conduites forcées. Il prend la direction de la SDEM dès sa création et généralise des installations plus légères, plus résistantes et plus économiques.

Confrontée au ralentissement des aménagements de hautes chutes, la SDEM cherche d'autres débouchés. Suite à la nationalisation des entreprises de gaz et d'électricité (1946) associée à une politique de grands travaux, elle participe à de nombreuses études et montages de barrages : Chastang (Corrèze), Grangent, Génissiat (Ain), Donzère (Drôme), Montélimar (Drôme), Baix-Le-Logis-Neuf (Drôme), Ottmarsheim (Haut-Rhin), Fessenheim (Haut-Rhin). Ce dynamisme technique est accompagné d'une politique d'exploitation des brevets vers l'étranger. En Espagne, un contrat avec des constructeurs prévoit la redevance à verser à la SDEM pour l'utilisation des brevets. Une filiale en Afrique est enfin créée en 1950 : la Société dauphinoise d'études et de montages pour l'Afrique (SDEMA).

Malgré deux grosses commandes (Roselend en Savoie et Kurobé au Japon), la SDEM subit la raréfaction progressive des débouchés commerciaux causée par la fin du programme d'aménagements hydroélectriques. Les redevances des brevets cachent en partie les réels résultats d'exploitation, la société se réorganise. Au niveau technique, l'arrivée des aciers trempés très haute résistance concurrence les tuyaux autofrettés, spécialité de la SDEM. Elle est finalement absorbée par les EBV en 1959.

SDEM élargit ses montages aux équipements nucléaires, réservoirs et grosses chaudronnerie. En 1971, l'effectif de la SDEM dépasse les 500 personnes. Détentrice exclusive de la licence pour l'exploitation des brevets Georges Ferrand, la SDEM retrouve son autonomie quand les EBV ne sont plus qu'une société propriétaire d'immeubles. La nouvelle société devient prestataire de services. Intégrée au groupe Creusot-Loire, elle devient ensuite filiale de Neyrpic. A la disparition de Creusot-Loire (1984), la SDEM intègre le groupe Alstom-Framatome avec Neyrpic.

LES ÉTABLISSEMENTS JOYA

Installé à Vizille, Jean-Charles Joya crée un petit atelier de chaudronnerie en 1848. Son fils Jean-Charles dit Joanny (1839-1910) le transfère à Grenoble vers 1860, s'installant successivement rue Saint-Nicolas puis rue de l'Élysée. Les activités se concentrent autour des chaudières à vapeur, des appareils à distiller et du matériel pour papeteries. Pour le compte des Ciments Vicat, Joanny Joya aménage en 1863 une première conduite forcée à Uriage (Isère). Il collabore ensuite avec les pionniers dauphinois de la houille blanche (Matussière, Frédet et Bergès) pour l'équipement de chutes iséroises à Rioupéroux ou Lancey. En 1900, la société emploie 185 ouvriers.

Depuis 1889, Régis Joya collabore avec son père et lui succède en 1910 en s'appuyant sur Émile Romanet. Entré au sein des Établissements Joya en 1889 et devenu directeur-administrateur à partir de 1897,



5 S 2/1



Un cours aux apprentis de la Maison H. Joya en 1911

76 J 21

Aimé, Jean, Robert et les autres :



ce dernier s'intéresse aux rapports entre les ouvriers et les patrons au sein de l'entreprise. Sous son impulsion, une politique sociale novatrice se met progressivement en place : création d'une société de secours mutuel en 1898, promotion d'un conseil d'usine réunissant la direction, les chefs de services, les contremaîtres et les ouvriers en 1906 et intéressement des ouvriers aux économies obtenues dans l'exécution des travaux en 1908.

Succédant à son père, Jean-Régis Joya dit Régis (1865-1933) transforme les Établissements Joya en société anonyme en 1920. Les ateliers déménagent rue Nicolas-Chorier à Grenoble, produisant essentiellement des générateurs à vapeur, chaudières industrielles, vannes et grilles d'installations hydrauliques et autres lessiveurs. Confronté à la concurrence et aux difficultés de gestion, l'entreprise passe dans le giron des EBV en 1926. La nouvelle direction accroît ainsi son domaine thermique grâce au secteur chauffage central concédé. Joya opère dans les diverses branches du chauffage : calorifères à caissons du système Perret, panneaux rayonnants, radiateurs ou aérothermes, conditionnement d'air. Sous l'impulsion de Camille Husson, Joya développe par ailleurs une licence acquise des Ateliers Jonneret à Genève, pour la livraison des grilles de prise d'eau et des dégrilleurs pour usines hydro-électriques en France. En 1959, les Établissements Joya sont officiellement absorbés par les EBV. Une filiale est créée : la « société nouvelle » Établissements Joya. Cette dernière rassemble les activités de chauffage, de climatisation et de conditionnement d'air. En 1961, la société vend

son matériel et ses commandes à l'entreprise lyonnaise Danto-Rogeat, déclenchant sa mise en liquidation.

Il est important de noter que les fonds d'archives des EBV, de la Société dauphinoise de montages et des Établissements Joya sont étroitement liés au niveau industriel et doivent être consultés de façon simultanée. Vu les activités entremêlées et les dirigeants souvent identiques, il existe une certaine confusion sur le contexte de production des archives de ces trois sociétés et de leurs filiales.

Au-delà des conduites forcées

LA GALAXIE BOUCHAYER-VIALLET

Grâce à la mise en ordre des archives des directeurs successifs des EBV, il est possible de retrouver trace d'anciennes entreprises, bien souvent méconnues du fait de la disparition de leurs archives. Par l'intermédiaire d'un rôle d'actionnaire ou d'administrateur, Aimé Bouchayer offre par exemple une photographie très intéressante du tissu industriel dauphinois au début du XX^e siècle. Des dossiers chronologiques et reliés compilent des statuts, des procès-verbaux de conseil d'administration, des comptes-rendus d'assemblée générale et de la correspondance ; cela permet notamment de compléter les sources historiques relatives à l'exploitation de la houille blanche et l'électrification. Souvent liés aux intérêts et activités professionnels des EBV, une soixantaine d'entités de divers domaines économiques sont mentionnés.

la saga Bouchayer-Viallet

Hydro-électricité



*Société des forces motrices du Haut-Grésivaudan ;
Compagnie des forces motrices du Vénéon ;
Société biterroise de Force et Lumière ;
Société civile des forces motrices de l'Ain ;
Société civile des forces motrices du Chéran ;
Société des forces motrices de la Cère ;
Société des forces de Prémol ;
Société des forces motrices de l'eau d'Olle ;
Société des forces motrices du Bens ;
Société générale de forces motrices
et d'éclairage de la ville de Grenoble ;
Société hydro-électrique de Fure Morge et Vizille ;
Société hydro-électrique de la Basse Romanche ;
Société hydro-électrique des Basses-Pyrénées.*

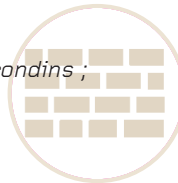
Papeterie

*Fabrique rouennaise de cellulose ;
Papeteries Navarre ;
Société anonyme des Papeteries du Centre ;
Société des Cartonneries de l'Isère ;
Société des papeteries de Moulin Vieux ;
Usines Fredet.*



Matériaux

*Ciments Rossignol et Delamarche ;
Société française d'importation de rondins ;
Société unique générale et unique
des ciments de la Porte de France ;
Société participation ciment ;
Société industrielle des agglomérés ;
Compagnie des mines d'antracite de la Mure.*



Banque et assurances

*Succursale de Grenoble de la Banque de France ;
Union française de crédit pour le commerce et
l'industrie, banque de l'Isère Ferradou, Reiss & Cie ;
Compagnie lyonnaise d'assurances
et de réassurances Lugdunum.*



Construction mécanique, chimie ou métallurgie

*Ateliers Neyret-Beylier & Piccard-Pictet ;
Établissements Keller et Leleux
pour les alliages électro-thermiques ;
Société des usines de Rioupéroux ;
Société électrochimique de la Romanche ;
Société générale d'entreprises ;
Chaudronneries des Pyrénées ;
Société des hauts fourneaux et forges d'Allevard.*



Comme son père, Jean Bouchayer est actionnaire de nombreuses sociétés, possédant un lien familial avec certaines par son mariage avec une descendante de la famille des gantiers Perrin en 1928, Marcelle Perrin : Gant Perrin détail, Valisère, Société immobilière et financière de l'Aigle.

CHAUFFAGE & VENTILATION
ATELIERS
DE
Grosse Chaudronnerie
BOUCHAYER & VIALLET
GRENOBLE & LYON
Conduites d'Eau à Haute Pression
FONDERIES

73 J 93

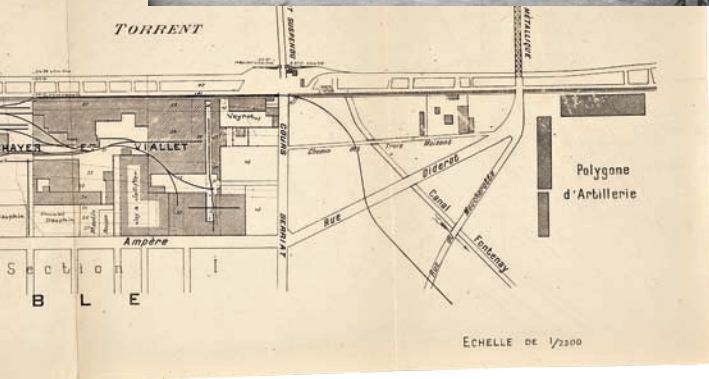


73 J 463

Bouchayer Viallet

Aimé, Jean, Robert et les autres...

73 J 465



73 J 581

DES FILS À TIRER

Les papiers de direction sont une mine d'informations annexes sur la stature et le rôle social de cette entreprise, au sein de la notabilité grenobloise. La collection sérielle de correspondance personnelle d'Aimé Bouchayer souligne ainsi la porosité entre intérêt professionnel et intérêt personnel, tout en développant des thématiques plus ou moins éloignées du simple monde industriel.

Urbanisme et aménagement de l'espace

À partir de 1894, des acquisitions immobilières sont régulièrement effectuées à proximité de la rue Ampère et du cours Berriat à Grenoble. Les EBV concourent de ce fait à l'aménagement de cette zone historiquement soumise aux courroux du Drac et limitée au sud par les fortifications. Le déménagement effectif des ateliers de construction et fonderie de fonte s'effectue entre 1900 et 1902, une deuxième usine étant construite en 1905. Un sous-embranchement ferroviaire pour raccordement à la gare de marchandises PLM complète aussi ce tableau vers 1915. Tout au long du XX^e siècle, les installations industrielles s'accroissent régulièrement sur cet espace.

En parallèle, les EBV développent une véritable activité de bâtisseur. Constituée le 11 janvier 1903, la Société civile immobilière des anciens immeubles Bouchayer et Viallet administre et exploite un tènement d'immeubles situés à Grenoble : avenue de la Gare, rue Denfert-Rochereau et avenue Alsace-Lorraine. Des constructions d'immeubles d'habitations et autres projets industriels sont rapidement envisagés rue Ampère et cours Berriat à Grenoble mais aussi rue de la Cité à Fontaine.

Associés à Félix Viallet, Aimé et Auguste Bouchayer fondent également la Société des habitations ouvrières des 120 Toises (25 mai 1918). Il s'agit de réaliser, pour vendre ou louer, des habitations salubres et à bon marché avec leurs dépendances (jardins, bains, lavoirs). Des améliorations et l'assainissement d'habitations existantes sont envisagés. En Isère, ces aménagements sont destinés aux ouvriers et employés de l'entreprise. Au fil du temps, cette structure se transforme en société immobilière ayant pour but d'acquérir, d'aménager, de mettre en valeur et d'exploiter des terrains nus ou immeubles bâtis.

Le monde associatif

Les archives des EBV illustrent aussi l'engagement sociétal de ces notables grenoblois. Un large panorama du monde associatif grenoblois au cours du XX^e siècle peut être dressé dans différents domaines.

Aimé Bouchayer initie cette démarche en soutenant la Société pour le développement de l'enseignement technique auprès de l'Université de Grenoble. L'éducation, l'enseignement et la lecture publique sont également au cœur des préoccupations de Jean Bouchayer. Grâce à une correspondance plus ou moins riche (lettres d'informations, statuts, listes des membres, comptes-rendus de réunions, rapports annuels d'activités), de nombreuses associations peuvent être documentées : Association pour l'enseignement professionnel et post-scolaire, Société des bibliothèques dauphinoises, Association des amis de l'université de Grenoble, École de promotion supérieure du travail de Grenoble, Conseil de perfectionnement du lycée technique d'État Vaucanson, Comité de pa-

La Société immobilière « Les Champs Élysées de Grenoble »

tronage des étudiants étrangers de Grenoble, Comité de liaison Rhône-Alpes sur la formation familiale et ménagère, Société des bibliothèques dauphinoises. Robert Bouchayer entretient d'étroites relations avec l'Université de Grenoble, notamment sur les questions de formation pour adultes. Grâce à leur statut de membres, on peut en complément s'intéresser au fonctionnement de diverses sociétés scientifiques et d'érudition locale: Académie Delphinale, Société scientifique du Dauphiné, Société dauphinoise d'ethnologie et d'archéologie.

À noter enfin l'engagement religieux, entre la participation d'Aimé Bouchayer à l'édification de l'église du Sacré Cœur de Grenoble entre 1918 et 1922 et le rôle de Jean Bouchayer au sein d'entités telles que l'Union sociale d'ingénieurs catholiques de cadres et de chefs d'entreprise ou la Maison catholique de l'étudiant.

Symbolique d'un capitalisme familial au XX^e siècle, cette saga industrielle et sociale a profondément marqué l'histoire du territoire isérois. Quel meilleur exemple de cet héritage que le projet urbain d'aménagement en cours sur la zone proche du Drac sous la dénomination de quartier Bouchayer-Viallet ?

Envisagée pour doter la ville de terrains de sport et d'espaces verts, la Société immobilière Les Champs Élysées de Grenoble permet de s'intéresser aux aménagements urbains effectués dans le quartier du Rondeau à Grenoble.

En 1918, un projet pour le développement physique et la santé de la jeunesse est envisagé par des industriels et des personnalités sportives. Suite à une demande de la Direction de l'Éducation physique de la jeunesse et de la préparation militaire, Aimé Bouchayer se met à la recherche de terrains pour faciliter la pratique des sports athlétiques. Il est alors envisagé d'acquérir de vastes étendues de terrains à Grenoble, dans une zone limitée au nord par le Chemin des Îles, à l'est par le cours Jean-Jaurès, au sud par le Rondeau et à l'ouest par le Drac. Le projet s'articule autour de l'aménagement de terrains pouvant servir à la jeunesse des écoles et aux sociétés sportives ;

les frais d'exploitation et d'entretien de ces espaces étant assurés par la location de ces installations.

Le 21 septembre 1918, la société est officiellement créée. Le conseil d'administration s'articule autour d'industriels grenoblois : Marius Blanchet, Hippolyte Bouchayer, Edmond Gillet, Charles Lépine, Albert Raymond et Aimé Bouchayer en tant que président. Les premiers statuts précisent les objets de cette société :

→ « la réunion par acquisition, échange ou location de longue durée, de vastes terrains à proximité de la ville de Grenoble, et plus particulièrement dans le quartier dit des Champs Élysées ;
→ l'administration, la cession ou l'exploitation par vente, location ou autrement desdits terrains possibilité de céder à titre onéreux ou gratuit, possibilité de louer à court ou long terme des emplacements aménagés ou à aménager pour la pratique collective de tous sports en général et leur spectacle public.



Des terrains pourront être mis gratuitement ou non à la disposition de toutes les initiatives s'occupant du développement physique et de la santé de l'adolescence et de la jeunesse telles que les sociétés de préparation militaire, les écoles et patronages, les associations sportives ».

La société acquiert dès 1918 l'hôtel Lesdiguières et son parc attenant pour l'exploiter, notamment grâce à l'installation d'une annexe de l'École pratique de l'industrie hôtelière des Alpes françaises. En parallèle à la constitution de ce patrimoine foncier sont aménagés un parc des sports et un parc paysager. De ce fait, il est possible de documenter l'existence d'un champ de courses dénommé Hippodrome Bachelard et de croiser quelques associations sportives grenobloises (Club des sports féminins

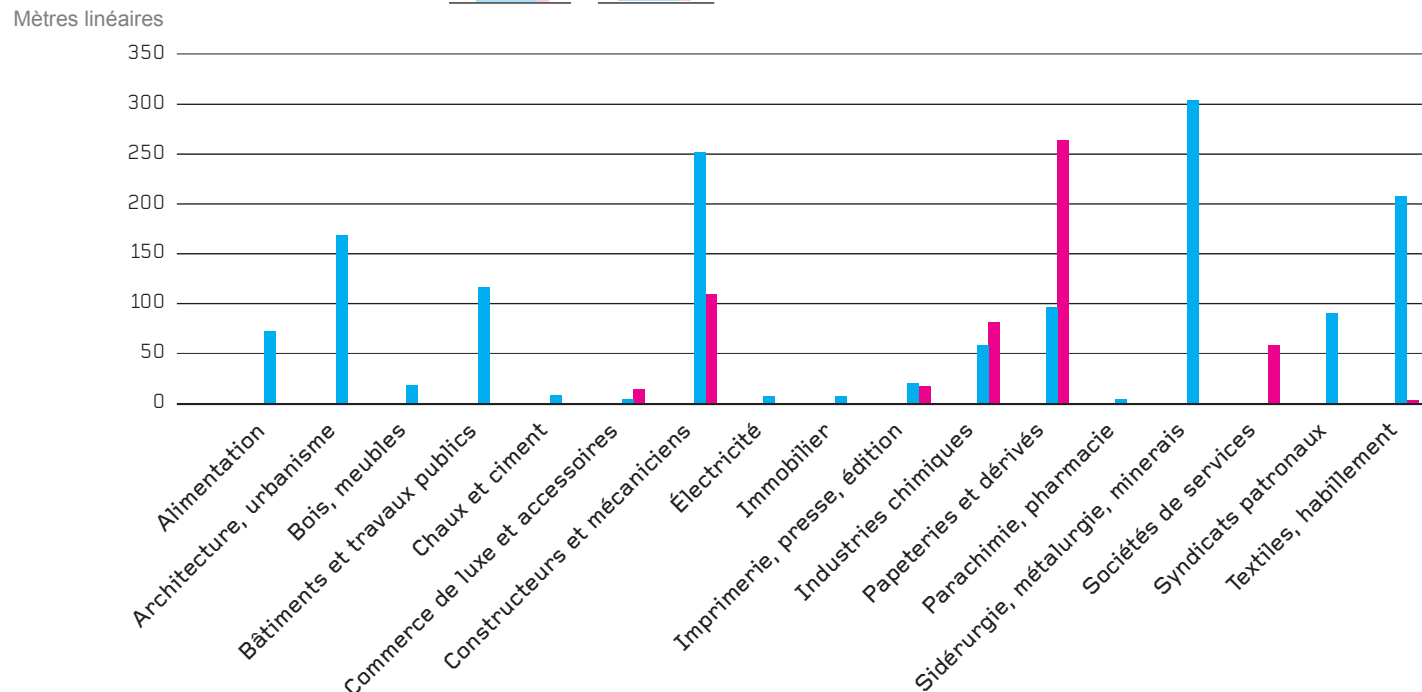
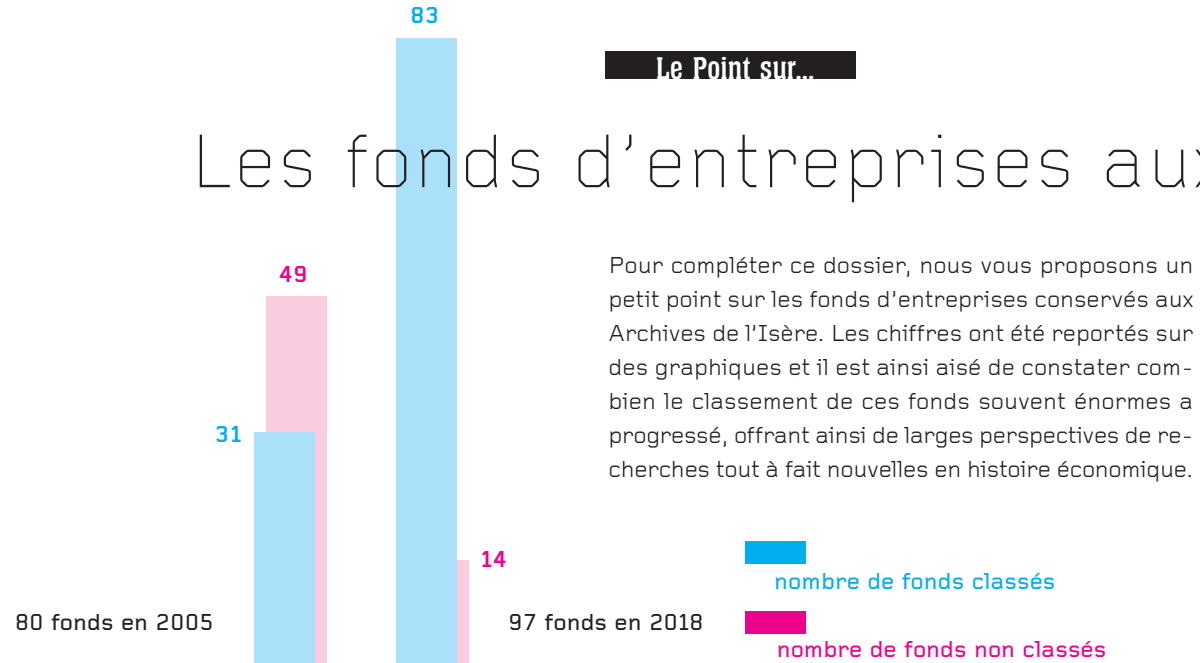
grenoblois, le Football club de Grenoble, la Société des Patineurs, la Société sportive de Grenoble ou le Tennis-club de Grenoble).

L'hôtel et son parc sont cédés à la municipalité de Grenoble au tournant des années 1930. En 1941, la société se transforme en société en commandite par action, rassemblée essentiellement autour de Marius Blanchet, André Truchetet et Louis Le Chatelier et se diversifie en développant une activité de lotisseur avec les lotissements des Champs Élysées puis de Lesdiguières. Suite à un échange avec la municipalité de terrains du Rondeau contre des terrains sur les grands boulevards, la société devient progressivement gestionnaire d'immeubles, en valorisant un patrimoine d'appartements réservés à la location.

Le Point sur...

Les fonds d'entreprises aux Archives

Pour compléter ce dossier, nous vous proposons un petit point sur les fonds d'entreprises conservés aux Archives de l'Isère. Les chiffres ont été reportés sur des graphiques et il est ainsi aisé de constater combien le classement de ces fonds souvent énormes a progressé, offrant ainsi de larges perspectives de recherches tout à fait nouvelles en histoire économique.



Fin 2018, les Archives départementales de l'Isère conservent 97 fonds d'entreprises, soit 1.7 km, dont 14 sont à classer (290 mètres). Depuis quatre ans, le classement des archives privées en série J a été consacré uniquement à celles des entreprises, grâce notamment à la création d'un poste d'archiviste dédié à plein temps à leur traitement.

Signalons plusieurs fonds d'ores et déjà disponibles, représentatifs de la vie de l'entreprise, couvrant une période allant de la fin du XIX^e siècle aux années 1970 : la taillanderie Bret, à Charavines [224 J] fabricant et vendant des outils de jardinage en France et dans les colonies jusque dans les années 1960 ; la société Charles Morel, à Domène [131 J], fabricant de concasseurs et de broyeurs ; les gants Perrin et la lingerie Valisère [123 J] ; le géomètre Noiray, de Grenoble [82 J] ; les constructeurs grenoblois Bouchayer et Viallet [73 J] et Joya [76 J] et la société civile immobilière des Champs-Élysées, à Grenoble [79 J], sujets du dossier de ce numéro ; l'imprimerie Allier à Grenoble [300 J] ; la chambre syndicale patronale textile de Vienne et du Sud-Est [44 J].

Quelques fonds provenant de syndicats de faillite sont accessibles, mais ils sont moins riches, car ils ne concernent souvent que les dix dernières années d'une entreprise : l'union centrale alimentaire, à Grenoble [178 J], le groupement des pâtisseries-boulangers de l'Isère [180 J], les constructions mécaniques du Rachais, à Crolles [179 J], la société viennoise de textiles et apprêts [322 J], la cartonnerie Guichard, à Bourgoin [108 J], les laminoirs du Dauphiné [323 J].

Archives familiales, familles archivables

Une maison de famille à vider et l'on découvre au fond d'une armoire une boîte à chaussures remplie de papiers jaunis écrits à l'encre sépia. L'achat d'une maison ancienne et, surprise dans le grenier : quelques cartons de vieux papiers. Que faire de ces documents ? De qui viennent-ils ? Pourquoi ont-ils été oubliés ? Comment les analyser ? Archives, collection de journaux, cartes postales, photos, cartes d'état-major, lettres d'une amoureuse à son fiancé au service militaire, plaques de verre dans une caisse de bois... Il n'est pas simple de savoir comment traiter ce ... on ne sait même pas comment le qualifier... ce tas poussiéreux, froissé, entassé sans ordre (apparent)... Bref, cet ensemble d'archives. Plusieurs réactions : tout jeter, faire un tri en ne gardant que les documents esthétiques, se répartir les documents entre membres de la famille, chacun gardant quel-ques photos familiales, faire un don à des institutions culturelles et patrimoniales suivant la thématique des documents, contacter les Archives ? **Une règle d'or : ne pas démanteler l'ensemble**, le fameux "fonds d'archives" si cher aux archivistes. Ces documents réunis résultent de la vie d'une personne, d'une famille, d'une association, d'une entreprise, sur une période plus ou moins longue, ils sont la trace de l'activité, des convictions religieuses, politiques, philosophiques, des choix de vie, des circonstances extérieures... Qu'ils soient ensemble leur donne une valeur particulière. Qu'un homme ait gardé le journal du 11 octobre 1959 peut sembler anodin jusqu'à découvrir qu'il annonçait la mort de son camarade de régiment...



1 J 2239

Citons le cas d'une députée en fin de mandat qui se retire de la vie politique. Que faire de ses dossiers lorsqu'on vide le bureau du Palais Bourbon ? Les répartir ? Aux Archives de l'Assemblée nationale les dossiers constitués en tant que membre de la commission des affaires sociales, aux Archives départementales les dossiers locaux et les interventions des électeurs, aux archives du parti politique les dossiers de militantisme et de congrès ? Cela pourrait être tentant. Mais pensons au biographe ou à l'historien qui s'intéressera un jour à la politique sociale des années 2000. Pour retracer les idées, les choix et l'activité de cette députée, il devra suivre un véritable jeu de piste pour retrouver l'ensemble du fonds ainsi dispersé. Car les convictions et les relations de cette personnalité politique vont se refléter dans les différents échelons de ses engagements. La dispersion des documents d'archives va à l'encontre même de son action au niveau local et national pour défendre ses idées.

Citons une famille où les deux parents sont institutrice et instituteur en 1900 : l'un de ses membres est élu député, une fille s'engage dans la Résistance, une petite-fille est professeur de français et garde des liens forts avec ses anciens élèves, un oncle passionné d'histoire locale est membre d'une association patrimoniale. La maison familiale, 50 ans plus tard, recèle des lettres, diplômes scolaires, photographies, attestations de services pour la Résistance, notes prises pour la rédaction d'articles... Il serait tentant de répartir l'ensemble en fonction de ces thématiques. Mais ce serait oublier que les choix passés des parents influencent les enfants, qu'ils suivent leurs traces ou prennent la direction opposée. À l'heure où l'on parle des archives des femmes et des femmes dans les archives, thème de la Grande collecte en 2018, il ne faut pas oublier que les femmes sont présentes dans les archives familiales en tant qu'enfant, élève, épouse, mère. Des correspondances peuvent sembler sans intérêt, mais elles sont la trace d'un réseau social, d'une éducation (ou de son absence). L'histoire des femmes ne se fait pas que par les femmes.

L'important est la conservation d'un fonds d'archives dans son intégrité, dans un seul service d'archives, si possible territorialement compétent. Les services d'archives publics sont ouverts à tous les chercheurs, les accueillent dans de bonnes conditions. Ainsi, ces documents qui dormaient au fond d'une armoire auront une deuxième vie. Des destins individuels sortent de l'oubli.

Réunion de chantier



C'est bien parti pour le gros œuvre

Notre précédent article de septembre faisait état de la pose de la première pierre. Nous entrons désormais dans le concret et allons vous parler de l'avancée du chantier. En effet, le paysage du site des futures Archives du département de l'Isère se transforme rapidement, au rythme d'un chantier très actif en dépit de la période hivernale. Actuellement une cinquantaine de personnes sont présentes pour réaliser la phase la plus spectaculaire du chantier : celle du gros œuvre.

L'élévation du rez-de-chaussée est pratiquement terminée et l'espace de la rue intérieure commence à se percevoir, marqué par les poteaux en V qui porteront la structure des magasins. Les locaux de travail et d'accueil du public se trouveront de part et d'autre de cette rue centrale.

Pendant ce temps, la douzaine d'entreprises chargées du second œuvre, des aménagements intérieurs, des lots techniques et des rayonnages travaillent d'arrache-pied pour fournir à la maîtrise d'œuvre et au coordinateur tous les éléments nécessaires pour la poursuite du chantier : plans d'exécution, études, détails, fiches techniques des équipements et matériels... tout est intégré dans une base de données afin que toutes les informations confluent et soient partagées, pour un avancement le plus fluide possible de ce important chantier.

Petit clin d'œil : Noël a aussi été fêté sur le chantier avec un concours de sapin. Venez découvrir le lauréat sur www.archives-isere.fr le lauréat, un sapin très original réalisé par l'entreprise Cuynat.

Instruments de recherche

Chichilienne (4 E 60)

L'histoire mouvementée des archives communales de Chichilienne vient de connaître un nouvel épisode, heureux cette fois-ci.

L'absence pour cette commune de l'inventaire qui devait être dressé dans les années 1840 ne permet pas une évaluation précise de la situation de départ mais il est certain, au vu de ce qui existe aujourd'hui, que les archives formaient pour l'Ancien Régime un fonds conséquent et ancien.

Il est certain aussi qu'au XIX^e et peut-être aussi début XX^e siècles des individus se sont servi et ont emporté l'essentiel des documents anciens dont on perd alors la trace. Ce n'est pas un cas unique dans le Trièves: le pillage désastreux des archives de Chichilienne, pourtant documents publics, peut être rapproché de celui du très beau fonds ancien de Clelles [4 E 637].

Ce qui restait en mairie de documents anciens fut pris en deux dépôts (1972 et 1988), soit 0.60 mètre linéaire. Puis ce fonds put être complété par près de trois mètres d'archives communales retrouvées auprès de libraires et brocanteurs de 1986 à 1990, parmi lesquels les registres paroissiaux 1635-1666 ! Tous ces documents se trouvaient dans un grand désordre. Ils ont été classés et sont désormais intégrés dans le répertoire [4 E 60]. Cerise sur le gâteau: un ultime retour grâce à l'entremise du service des Archives historiques de l'évêché de Grenoble-Vienne: les registres paroissiaux 1666-1673 et 1690-1692, jusque-là détenus en mains privées... [4 E 60/120].

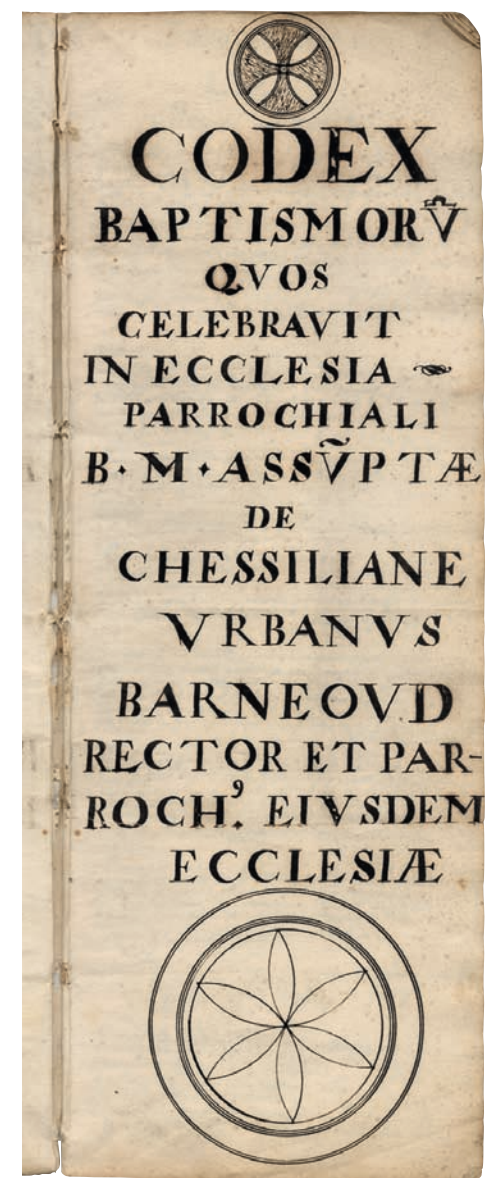
Ils ont été microfilmés et peuvent être consultés en salle de lecture [2 Mi 3040].

Ainsi en partie reconstituées, les archives communales de Chichilienne couvrent essentiellement la période de l'Ancien Régime, le XVII^e siècle plus particulièrement, avec de belles séries sur les impositions et les affaires militaires, en particulier le logement des gens de guerre et l'organisation de la milice. L'agriculture est également bien renseignée grâce à un état des terresensemencées pour le XVII^e siècle. On peut déplorer toutefois l'absence de délibérations d'assemblée, hormis quelques actes isolés.

Signalons une transaction (en original) entre les habitants et le procureur au nom du Dauphin au sujet des droits de pâquerage et bûcherage sur la montagne du Lautaret, datant de 1394 [4 E 60/149].

Les archives du XIX^e siècle, bien qu'elles aussi lacunaires et amputées (manquent les années avant 1860-1870), sont en mairie; leur classement en facilite l'accès. On y trouvera des délibérations pour la période 1838-1855 et depuis 1880, des recensements de la population, des recensements des classes pour le service militaire. Ainsi, qu'ils soient conservés aux Archives départementales ou en mairie, tous ces documents attendent des chercheurs pour écrire l'histoire de la commune.

4 E 60/120



Hors ou dans les murs

Mars à Bourgoin

Découvrir comment sont classées les archives, savoir utiliser le cadastre napoléonien, rechercher un ancêtre dans les documents du recrutement militaire ou dans les archives communales, ne plus hésiter à aborder les fonds antérieurs à la Révolution... Voilà la proposition des Archives départementales aux habitants du Nord Isère.

Depuis maintenant cinq ans sont organisés à Grenoble des ateliers d'initiation à la recherche sur les fonds d'archives. Dorénavant, nous les proposons au public n'habitant pas l'agglomération grenobloise. En 2018, une première expérience d'ateliers délocalisés à Vienne et proposés aux habitants du territoire de l'Isère rhodanienne a rencontré un grand succès et réunis 200 personnes pour 6 ateliers différents, dont 3 tenus deux fois.

En 2019, nous renouvelons cette proposition, cette fois-ci aux habitants du territoire de la Porte des Alpes mais aussi de tout le Nord Isère, afin de leur permettre d'avoir déjà un socle de connaissances sur les archives avant de se déplacer aux Archives départementales à Grenoble afin de pouvoir bien « rentabiliser » leur déplacement.

Six ateliers sont prévus, qui se dérouleront sur 3 journées (un atelier le matin de 10h à 12h30 et un autre l'après-midi de 13h30 à 16h). Ils sont animés par plusieurs archivistes intervenant dans leurs spécialités. Les groupes sont limités à 15 participants pour les ateliers comportant des travaux pratiques, les autres peuvent accueillir plus de monde.

Ces ateliers sont gratuits, sur inscription. Ils se dérouleront à la Maison du Département -Porte des Alpes à Bourgoin-Jallieu.



Renseignements sur archives-isere.fr et inscriptions à partir du 1^{er} février auprès des Archives départementales de l'Isère au 04 76 54 37 81



Le siècle des Lesdiguières

Signalons la publication des actes du colloque *Le Siècle des Lesdiguières* d'octobre 2017. Les intervenants, des chercheurs de toutes disciplines ainsi que des acteurs du monde culturel et patrimonial, étaient invités à interroger les relations qu'entretenaient les Lesdiguières-Créquy avec leurs différents territoires ainsi qu'avec les arts, en croisant les connaissances et les approches, en particulier l'histoire et l'histoire de l'art.

Retrouvez notre contribution pages 21-39 intitulées « Le connétable de Lesdiguières et ses descendants aux Archives départementales de l'Isère ».

C'est l'occasion de rappeler la participation du service aux manifestations de l'Année Lesdiguières, en particulier l'exposition virtuelle *D'encre et de papiers : quelques archives du siècle des Lesdiguières* qui a proposé chaque mois entre juillet et décembre 2017 un document différent pour lequel était mis en ligne un dossier téléchargeable contenant la reproduction intégrale dudit document, sa présentation plus précise, sa transcription juxtalinéaire et si besoin sa transposition en français moderne. Vous pouvez retrouver cette exposition sur www.archives-isere.fr

Le siècle des Lesdiguières : Territoires, arts et rayonnement nobiliaire au XVII^e siècle, sous la direction de Marianne Clerc et Stéphane Gal, collection « La Pierre et l'Écrit », PUG, janvier 2019

Compteurs d'archives

L'année 2018 en chiffres

La rédaction du rapport annuel est pour nous l'occasion de faire le bilan (chiffré !) de nos activités et de constater, avec une légitime fierté, le travail accompli. Jugez-en par vous-même : 37,3 km linéaires occupés au 31 décembre 2018 dont 265 ml arrivés dans l'année ; 18 visites d'inspection et de formation dans 16 services administratifs et 14 inspections d'archives communales ; 7600 ml éliminés après visa ; 1130 ml d'archives inventoriées, dépoussiérées et reconditionnées, dont 398 ml de minutes notariales et d'archives du Parlement ; 368 registres des classes 1887-1921 indexés soit 154866 matricules d'hommes originaires de l'Isère intégrés dans la base du Grand Mémorial ; 1541 lecteurs validés dont 728 nouveaux lecteurs ont consulté 21948 documents lors de 5342 séances de travail ; 215 personnes ont été accueillies au cours de 15 visites de nos locaux ; 14 ateliers ont accueillis 308 participants ;

POUR NOUS JOINDRE

Par courrier :
Hôtel du département,
7 rue Fantin-Latour,
BP 1096
38022 Grenoble cedex 1
Par courriel :
archives-departementales
@isere.fr

2 tables rondes ont attiré 80 auditeurs ; 33 dérogations instruites et 250 cotes communiquées sous dérogation ; 1465 élèves accueillis pas le service éducatif soit 60 classes ; 265931 visites sur le site et 879855 pages vues ; 3386 abonnés à la newsletter mensuelle ; 2379 recherches par correspondance dont 1766 recherches administratives ; 99 dossiers communiqués à leur administration.

Nouvelles du microfilmage

Plusieurs registres paroissiaux ont regagné les collections publiques et ont été microfilmés :
* Vaujany 1683-1755, dont une partie inédite 1683-1692 [4 E 37/16 - 2 Mi 3038].
* Bessins 1606-1791 [4 E 655/5 - 2 Mi 3035 et 3036].
* Saint-Barthélémy-de-Séchilienne 1682-1691 [4 E 527/9 - 2 Mi 3041].
* Chichilienne 1666-1673 et 1690-1692 [4 E 60/120 - 2 Mi 3040].

Archives notariales

* Versement de minutes de 1877 à 1913 de Maîtres Lucien et Antoine Dussert, notaires à Noyarey, [3 E 35156 - 35182].

Du côté des archives communales

Le Périer, Saint-Gervais et Penol ont, à leur demande, bénéficié de l'aide au classement pour leurs archives contemporaines. Il s'est agi en collaboration avec le personnel municipal de trier et classer les dossiers contemporains. Les répertoires correspondants ont été mis à jour.

Pratique

Quand ça ne marche pas...

La plupart des internautes qui nous signalent un dysfonctionnement sur les archives en ligne le résolvent en mettant à jour leur navigateur (Chrome, Firefox, Internet explorer...). Si cela ne fonctionne toujours pas, ils changent de navigateur. Notre visualiseur fonctionne généralement bien avec une version à jour du navigateur Google Chrome. Nous conseillons également d'accéder à nos archives en ligne en passant par la page d'accueil de notre site et non via un raccourci. En effet, un raccourci un peu ancien vers notre page Archives en ligne pourrait ne pas avoir pris en compte les mises à jour récentes.

Un document d'archives est unique et irremplaçable



Un accident est si vite arrivé...

Mieux vaut prévenir que guérir

En ce début d'année, nous vous proposons de prendre de bonnes résolutions avec le Geste du mois qui nous présentera jusqu'au printemps les bonnes pratiques à adopter vis-à-vis des documents. Nous vous laissons découvrir le premier qui explique mieux qu'un long discours pourquoi nous vous demandons de ne pas utiliser de stylo en salle de lecture.



Sauvegardons notre patrimoine

Newsletter

Une newsletter mensuelle est envoyée à tous ceux qui en ont fait la demande. En plus des principaux rendez-vous du mois à venir tels que conférences, ateliers ou autres propositions, vous y trouverez l'actualité pratique du service (fermetures non programmées...) et ses publications récentes. Pour la recevoir envoyez-nous un mail sur archives-departementales@isere.fr

La trouvaille de l'archiviste

Risque(s) professionnel(s) : croiser un dragon

Ce n'est pas la première fois qu'un archiviste doit affronter cet animal mais celui-ci est un inédit.

Il se promenait en toute liberté, dans une liasse très mêlée. Cette lettrine orne une simple expédition d'un acte de vente de divers biens-fonds par Jean Guinachon et Jeanne Chautemps, sa femme, de Pinet, à Jean, Bapteazard et Claude Guygnon, Jean Martin, dit Boyron, et sa femme, tous de Pinet (22 décembre 1573).
[2 E 1286]



2 E 1286

Direction / Hélène Viallet
Responsable de la
publication / Natalie Bonnet
Photographies /
Jean-Paul Guillet, Frédéric Patoux
04 76 54 37 81
www.archives-isere.fr

